

MUNICIPALES 2026 SOUTENONS LES ASSOCIATIONS !



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Paris, le 26 février 2026,

Municipales 2026 : 1 800 signataires appellent les futurs exécutifs locaux à s'engager pour les employeurs associatifs

À deux semaines des élections municipales de 2026, 1 800 signataires ont déjà rejoint la pétition « Soutenons les employeurs et les projets associatifs », lancée par un collectif réunissant Elisfa, l'Acepp, la Fédération des centres sociaux de France, le Synesi, l'Udes, le Serq, Hexopée ainsi que des associations et fédérations ancrées localement.

Ce soutien rapide traduit une préoccupation partagée : l'avenir des services associatifs de proximité dépendra des choix politiques faits dans les prochains mois par les équipes municipales.

Dans le prolongement de la mobilisation nationale « ça ne tient plus » du 11 octobre, les organisations alertent sur une réalité qui s'aggrave : hausse continue des charges, instabilité des financements, généralisation des appels à projets limités dans le temps. Ces évolutions fragilisent les structures employeuses. Elles entraînent déjà des réductions d'activités, des postes non remplacés, des difficultés de recrutement et, dans certains territoires, une diminution de l'offre accessible aux habitants.

Les associations interviennent aux côtés des communes dans des domaines essentiels : petite enfance, jeunesse, parentalité, insertion, solidarité, santé, éducation populaire. Elles assurent une présence quotidienne et maintiennent des services là où ils seraient autrement absents.

Dans de nombreuses villes, leur action repose sur un partenariat ancien avec la municipalité. Les financements locaux ne constituent pas un soutien périphérique : ils déterminent la continuité des activités et la pérennité de milliers d'emplois.

À l'approche des municipales de 2026, le collectif appelle les candidat-es et futur-es exécutifs municipaux à prendre quatre engagements :

- Garantir des financements stables et pluriannuels permettant aux structures de se projeter ;
- Reconnaître et soutenir pleinement la fonction employeur associative ;
- Agir pour des conditions d'emploi favorables au recrutement et au maintien des équipes ;
- Préserver l'accès des habitants aux services de proximité.

Pour Odile Bordier, présidente d'Elisfa : *« Les associations ne sont pas un supplément d'âme. L'économie sociale et solidaire représente plus de 14 % de l'emploi privé en France. Quatorze pour cent. Une crise qui touche un emploi privé sur sept ne devrait jamais être un murmure. »*

Les 1 800 signataires invitent les équipes candidates à inscrire ces engagements dans leurs programmes municipaux. Les choix opérés en 2026 auront des conséquences directes sur l'emploi local et sur l'accès des habitants aux services associatifs.

Retrouvez la pétition [ici](#)

ACEPP, A.S.A.P.E, Association Baby Novars, Association Dorothy, Association Enfants Harmonie, Centre Social Kaz'abitan, Elisfa, FDSAPEG, Fédération des Centres Sociaux et Socioculturels de France, Fédération des Centres Sociaux du Bas-Rhin, Fédération des Crèches Associatives 44, GAPEG, Hexopée, SERQ, SyNESI, UDES, Union régionale des Fédérations des Centres Sociaux Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Contact presse : lucie.le_lay@elisfa.fr